

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION CONJOINTE

AILRC-FR

14 août 2017

Un an après l'emprisonnement manifestement injuste de Tep Vanny, militante des droits fonciers et défenseure des droits humains, des organisations de la société civile demandent sa libération #FreeTepVanny

Phnom Penh, 14 août 2017 – Tep Vanny, une des militantes des droits fonciers et défenseure des droits humains les plus renommées du Cambodge, aura passé un an en prison le 15 août pour avoir défendu sa communauté et exercé ses droits humains. Nous, soussignés, condamnons son emprisonnement arbitraire. Nous demandons que ses condamnations soient annulées, que tous les chefs d'inculpation injustifiés et à caractère politique retenus contre elle soient abandonnés et qu'elle soit immédiatement libérée de prison.

Tep Vanny s'est battue sans relâche pour protéger les droits de la population du lac Boeung Kak après qu'ils eurent été expulsés de force de leurs domiciles à Phnom Penh. Plus récemment, elle a joué un rôle majeur dans la campagne « Lundi noir », qui contestait la détention provisoire arbitraire de cinq défenseurs des droits humains, Lim Mony, Ny Sokha, Yi Soksan, Nay Vanda et Ny Chakrya (les détenus de la campagne « FreeThe5KH »).

Le 22 août 2016, après son arrestation lors d'une manifestation appelant à la libération des cinq détenus, elle a été reconnue coupable d'« outrage envers un agent de l'État » et condamnée à six jours de prison. Cependant au lieu de la libérer après qu'elle eût purgé sa peine, les autorités ont réactivé des charges dormantes datant d'une manifestation de 2013 et l'ont gardée en détention.

« Il est évident que les autorités utilisent les tribunaux pour m'enfermer, faire taire ma liberté d'expression et briser mon esprit », a déclaré Tep Vanny. « Ils veulent m'empêcher de militer et de trouver une solution pour les gens restant du lac Boeung Kak ainsi que pour d'autres campagnes qui demandent la justice dans notre société. »

Le 19 septembre 2016, Tep Vanny a été condamnée en même temps que trois autres militants de la population du lac Boeung Kak à six mois d'emprisonnement pour « outrage et entrave à l'action d'agents de l'État », lors d'une affaire réactivée liée à une manifestation pacifique de 2011 qui demandait une solution au conflit foncier du lac Boeung Kak, malgré l'absence de preuves inculpatrices crédibles. La condamnation a depuis été maintenue par la Cour d'appel le 27 février 2017. Le 23 février 2017, à la suite de procédures non conformes aux normes d'équité des procès, Tep Vanny a été reconnue coupable de « violences volontaires avec circonstances aggravantes » et condamnée à 30 mois supplémentaires d'emprisonnement et à payer une amende de plus de 14 millions de riels (c'est-à-dire deux fois le salaire minimum annuel au Cambodge) pour avoir participé pacifiquement à des manifestations demandant la libération du militant Yorm Bopha en 2013.

Alors que les défenseurs des droits humains de la campagne #FreeThe5KH ont été libérés sous caution le 29 juin 2017 après avoir passé 427 jours en détention arbitraire, Tep Vanny est toujours en prison. Elle est actuellement jugée dans le cadre d'une troisième affaire réactivée et est accusée d'« outrage public » et de « menaces de mort », accusations portées par un autre membre de la population du lac Boeung Kak, et alors qu'il les a retirées depuis. Le 8 août 2017, la Cour d'appel a maintenu sa condamnation de février 2017.

Les défenseurs des droits humains, comme toute autre personne, doivent pouvoir jouir de toutes les libertés fondamentales et de tous les droits fondamentaux garantis par le droit international relatif aux droits humains et la Constitution du Cambodge, ce qui comprend les droits aux libertés d'expression, de rassemblement pacifique et d'association, garantis par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel le Cambodge est partie. La Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme affirme le droit de promouvoir et de se battre pour la protection et la réalisation des droits humains et des libertés fondamentales, ainsi que le devoir de tous les États de permettre aux défenseurs des droits humains de travailler pacifiquement et en toute sécurité et de les protéger des arrestations, violences, menaces, représailles et discriminations. En 2013, l'Assemblée générale des Nations unies a reconnu spécifiquement le précieux travail des défenseuses des droits humains et la discrimination systémique et structurelle et la violence auxquelles elles font face, et a appelé les États à veiller à ce qu'elles puissent jouer leur rôle majeur.

Les défenseurs des droits humains sont régulièrement soumis au harcèlement par le système pénal cambodgien. Les peines assorties d'un sursis et la réactivation arbitraire de charges dormantes figurent parmi les tactiques les plus fréquemment utilisées pour intimider les défenseurs des droits humains et les dissuader de continuer leurs activités. L'emprisonnement actuel de Tep Vanny n'est que le dernier d'une série d'actes de harcèlement visant à la réduire au silence. Il contribue à créer une atmosphère de peur pour les défenseurs des droits humains et les autres personnes dans tout le Cambodge. En raison de son emprisonnement, Tep Vanny ne peut pas réaliser ses travaux pacifiques et précieux en tant que défenseuse des droits humains. Les manifestations pacifiques et l'expression de vues dissidentes ne sont pas un crime, et les défenseurs des droits humains ne devraient pas être pénalisés pour l'exercice de leurs droits humains.

« Tep Vanny est innocente. C'est une femme très engagée dans l'accomplissement de son devoir de citoyenne. Et pourtant, elle a déjà été emprisonnée trois fois à cause du système judiciaire cambodgien », a déclaré Song Sreyleap, également militante de la population du lac Boeung Kak. « Tep Vanny est la seule femme militante du Cambodge à avoir été emprisonnée et arrêtée autant de fois. C'est très injuste pour elle ; ses enfants vivent sans leur mère depuis un an. Mais, même malgré toutes les menaces, sa volonté ne change pas. »

Nous demandons aux autorités cambodgiennes d'annuler les condamnations de Tep Vanny, de la libérer de prison et de mettre fin au harcèlement contre elle et les autres militants du lac Boeung Kak, qui se fait au moyen d'arrestations, de poursuites judiciaires et d'emprisonnements.

Cette déclaration conjointe est soutenue par :

1. Adil Soz – International Foundation for Protection of Freedom of Speech
2. Amnesty International
3. ARTICLE 19
4. ASEAN Parliamentarians for Human Rights (APHR)
5. Association of Caribbean Media Workers
6. Communauté de Boeung Bram
7. Communauté de Boeung Chhouk
8. Communauté de Boeung Kak
9. Communauté de Boeung Trabek
10. CamASEAN Youth's Future
11. Cambodia Development People Life Association (CDPLA)
12. Cambodia Indigenous Youth Association (CIYA)
13. Cambodian Alliance Trade Unions (CATU)
14. Cambodian Center for Human Rights
15. Cambodian Domestic Workers Network (CDWN)
16. Fédération cambodgienne des travailleurs de l'alimentation et des services (CFSWF)
17. Association cambodgienne pour les droits humains et le développement (ADHOC)
18. Cambodian Independent Teacher Association (CITA)
19. Cambodian Informal Economic Workers Association (CIEWA)
20. Cambodian Labour Confederation (CLC)

21. Ligue cambodgienne des droits de l'homme
22. Canadian Journalists for Free Expression
23. Cartoonists Rights Network International
24. Center for Alliance of Labor and Human Rights (CENTRAL)
25. Center for Independent Journalism - Roumanie
26. Centro de Reportes Informativos sobre Guatemala - CERIGUA
27. Digital Rights Foundation
28. Equitable Cambodia (EC)
29. Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH), dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme
30. Foundation for Press Freedom - FLIP
31. Free Media Movement
32. Freedom Forum
33. Gender and Development for Cambodia (GADC)
34. Globe International Center
35. Housing Rights Task Force (HRTF)
36. Independent Journalism Center - Moldavie
37. Independent Monk Network for Social Justice (IMNSJ)
38. Jeunesse indigène de la commune de Prome, province de Preah Vihear
39. Commission internationale de juristes (CIJ)
40. Centre de presse international (IPC)
41. Khmer Kampuchea Krom for Human Rights and Development Association (KKKHRDA)
42. Communauté de l'éthnie Kuoy du village de Prame, province de Preah Vihear
43. Communauté foncière du village de Prek Chik, commune de Chikhor Kraom, province de Koh Kong
44. Communauté du conflit foncier, village de Krenh, province de Pailin
45. Communauté du conflit foncier, village de Skun, province de Siem Reap
46. Communauté de Lor Peang, province de Kampong Chhnang
47. Media Institute of Southern Africa (MISA)
48. National Union of Somali Journalism (NUSOJ)
49. PEN Norvège
50. PEN American Center
51. PEN Canada
52. Ponlok Khmer
53. Gare ferroviaire, communauté de Tuol Sangkae A
54. Communauté foncière de Reach Sey Samaky, village de Romchek, Battambang
55. Samakum Teang Tnaut (STT)
56. SFLC.in
57. SOS International Airport Community
58. Southeast Asian Press Alliance
59. The Alliance for Conflict Transformation (ACT)
60. The Asia Democracy Network (ADN)
61. The Building and Wood Workers Trade Union (BWTU)
62. Vigilance pour la Démocratie et l'État Civique
63. World Association of Community Radio Broadcasters - AMARC
64. Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme

Fin